

TDDO — Transition Durable & Digitale des Organisations

Évaluation des Propositions — Secteur Agro-Industriel

Master PI2A — Université de Bordeaux | Rémy Juston-Coumat 2025-2026

55/100

Score Global TDDO

La proposition de mise en place de l'ISO 14001 est un bon point de départ pour structurer la démarche environnementale d'une IAA. Cependant, elle manque de détails sur les objectifs spécifiques, l'intégration avec d'autres enjeux de durabilité et l'exploitation des leviers digitaux. Une approche plus holistique et une meilleure articulation avec les exigences réglementaires actuelles sont nécessaires.

Proposition soumise

Auteur : Remy JUSTON COUMAT — TERRITECH

Email : gestionpublique@gmail.com

Date : 23 février 2026

Axe principal : Conformité Réglementaire

Titre :

mise en place iso 14000

Description :

mise en place iso 14000 pour se donner une maige plus certe our les clients

Évaluation par axe TDDO

RSE & ESG

60/100 — SATISFAISANT

L'ISO 14001 est un Système de Management Environnemental (SME) qui contribue directement au pilier Environnemental des critères ESG. Sa mise en place permet d'identifier et de gérer les impacts environnementaux, ce qui est fondamental pour une IAA. Toutefois, la proposition ne mentionne pas les piliers Social et Gouvernance, ni la Loi PACTE ou la prévention du greenwashing, qui sont des aspects cruciaux de la RSE. L'objectif de 'se donner une image plus certaine pour les clients' doit être étayé par des actions concrètes et vérifiables pour éviter le risque de greenwashing.

Points forts :

- ' Initiation d'une démarche structurée pour la gestion environnementale (SME)
- ' Amélioration potentielle de l'image de marque et de la confiance client grâce à une certification reconnue

Points à améliorer :

- !' Intégrer les piliers Social et Gouvernance de l'ESG
- !' Définir des objectifs environnementaux spécifiques et mesurables (ex: réduction empreinte carbone, gestion de l'eau)
- !' S'assurer que la communication est basée sur des données vérifiées pour éviter le greenwashing

Conformité Réglementaire

70/100 — SATISFAISANT

La mise en place de l'ISO 14001 est une excellente base pour la conformité réglementaire environnementale, car elle aide à identifier et respecter les exigences légales applicables. C'est une norme certifiable qui apporte de la crédibilité. Cependant, la proposition est incomplète car elle ne mentionne pas explicitement les exigences de la CSRD/ESRS qui deviennent obligatoires pour de nombreuses entreprises, ni d'autres réglementations spécifiques à l'agro-industrie comme EGalim ou RGPD. L'ISO 14001 est un bon outil, mais ne couvre pas à elle seule l'ensemble du paysage réglementaire.

Points forts :

- ' Démarche structurée et certifiable pour la gestion des impacts environnementaux
- ' Aide à l'identification et au respect des exigences légales environnementales

Points à améliorer :

- !' Intégrer la préparation à la CSRD/ESRS, notamment les ESRS E1, E2, E3, E4 prioritaires pour l'agro-industrie
- !' Mentionner l'ISO 14064 pour la quantification des GES si la CSRD est applicable
- !' Considérer d'autres réglementations spécifiques au secteur (ex: EGalim, Green Claims)

Transformation Digitale

30/100 — INSUFFISANT

La proposition ne fait aucune mention de la transformation digitale. Or, la mise en place d'un SME ISO 14001 peut être grandement facilitée et optimisée par des outils numériques (logiciels de suivi des indicateurs, capteurs pour la consommation d'eau/énergie, IA pour l'optimisation des processus). L'absence de cet axe est une lacune significative, car le digital est un levier majeur pour la transition durable. L'IA, la frugalité numérique et la traçabilité digitale pourraient apporter une valeur ajoutée considérable à cette démarche.

Points forts :

- ' Aucun point fort identifié directement lié à la transformation digitale dans la proposition.

Points à améliorer :

- !' Intégrer des outils digitaux pour le suivi des indicateurs environnementaux (consommation, déchets, émissions)
- !' Explorer l'utilisation de l'IA pour optimiser les processus et réduire l'empreinte environnementale
- !' Considérer la frugalité numérique dans le déploiement des solutions IT associées au SME

Souveraineté Alimentaire

40/100 — À DÉVELOPPER

La mise en place de l'ISO 14001, bien qu'environnementale, peut indirectement soutenir la souveraineté alimentaire en améliorant la résilience des systèmes de production face aux aléas climatiques et en optimisant l'usage des ressources. Cependant, la proposition ne le mentionne pas explicitement. Il manque une articulation claire avec les enjeux de circuits courts, d'approvisionnements locaux ou de respect des lois EGalim. Une approche plus globale pourrait inclure ces aspects pour renforcer la pertinence de la démarche.

Points forts :

- ' Amélioration de la gestion des ressources (eau, énergie) qui peut contribuer à la résilience de la production agro-alimentaire.

Points à améliorer :

- !' Lier la démarche environnementale à des objectifs de souveraineté alimentaire (ex: réduction de la dépendance aux intrants, valorisation des filières locales)
- !' Aborder l'impact de la production sur la biodiversité (GRI 304, ESRS E4) et son lien avec les pollinisateurs essentiels à l'agriculture
- !' Intégrer les exigences de traçabilité et de contractualisation d'EGalim dans la gestion des fournisseurs

Points de réflexion à approfondir

1. Comment l'entreprise compte-t-elle articuler l'ISO 14001 avec les exigences croissantes de la CSRD et des ESRS, notamment pour le bilan GES (ESRS E1) et la biodiversité (ESRS E4) ?
2. Quels sont les objectifs environnementaux spécifiques et mesurables que l'entreprise vise à atteindre avec l'ISO 14001, au-delà de l'amélioration de l'image ?
3. Comment la transformation digitale (IA, IoT) pourrait-elle être mise à profit pour optimiser le Système de Management Environnemental et le reporting ?
4. Comment l'ISO 14001 peut-elle être intégrée dans une démarche plus large de RSE, incluant les aspects sociaux et de gouvernance (ex: ISO 26000) ?
5. Quels sont les indicateurs de performance environnementale (GRI Standards) qui seront suivis et comment seront-ils communiqués de manière transparente et vérifiée ?

Recommandations concrètes

- Élargir la portée de la démarche au-delà de la seule certification ISO 14001 pour inclure une stratégie RSE complète, intégrant les piliers S et G.
- Réaliser une analyse de double matérialité pour identifier les enjeux les plus pertinents pour l'entreprise et se préparer aux exigences de la CSRD/ESRS.
- Intégrer des solutions digitales (IoT, IA) pour la collecte et l'analyse des données environnementales, optimiser les processus et faciliter le reporting.
- Définir des indicateurs de performance environnementale clairs et alignés sur les GRI Standards pour une communication transparente et vérifiable.
- Établir un plan de communication RSE qui s'appuie sur des données auditées par un tiers indépendant pour renforcer la crédibilité et éviter le greenwashing.

Risques & Non-conformités identifiés

- Risque de greenwashing si la communication environnementale n'est pas étayée par des données vérifiées et des actions concrètes au-delà de la certification.
- Non-conformité future avec la CSRD/ESRS si la démarche se limite à l'ISO 14001 sans intégrer les exigences spécifiques de reporting extra-financier.
- Manque d'optimisation des processus et de compétitivité si les leviers de la transformation digitale ne sont pas exploités pour la gestion environnementale.
- Perte d'opportunités de renforcement de la souveraineté alimentaire en ne liant pas la démarche environnementale aux enjeux locaux et de résilience des approvisionnements.

Prochains pas recommandés

- 1 Élaborer une feuille de route détaillée pour la mise en œuvre de l'ISO 14001, incluant les objectifs, les ressources et les échéances.
- 2 Mener une analyse des écarts (gap analysis) entre la situation actuelle et les exigences de la CSRD/ESRS pour identifier les actions prioritaires.
- 3 Identifier les outils numériques pertinents pour le suivi environnemental et l'optimisation des processus (ex: plateforme de gestion des données ESG, capteurs IoT).

Former les équipes aux principes de la RSE, de la frugalité numérique et aux exigences réglementaires en vigueur.

5

Consulter des experts en TDDO pour affiner la stratégie et s'assurer d'une approche intégrée et pérenne.

Sources à consulter

ISO.org — Référentiel pour la norme ISO 14001:2015 et son application.

<https://www.iso.org/fr/iso-14001-environmental-management.html>

EUR-Lex — Texte de la directive CSRD (UE 2022/2464) et des ESRS pour comprendre les obligations de reporting extra-financier.

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32022L2464>

GRI Standards — Référentiel pour le reporting extra-financier, notamment les standards 303 (Eau), 305 (Émissions) et 304 (Biodiversité) pertinents pour l'agro-industrie.

<https://www.globalreporting.org/standards/>

ADEME — Informations sur les bilans carbone, la gestion des déchets et les consommations d'énergie dans l'industrie agro-alimentaire.

<https://www.ademe.fr/>

GreenIT.fr — Méthodes et principes de la frugalité numérique et de l'empreinte carbone du numérique.

<https://www.greenit.fr/>

